

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Manche)
(28 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 7 décembre 2009,
Journal officiel du 17 décembre 2009)

AVENANT N° 4 DU 8 JUIN 2016

NOR : AGRS1697286M

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Manche
Fédération des CUMA de Basse-Normandie, comité Manche

D'une part, et

Union régionale des syndicats CFTC-Agri Basse-Normandie
SGA CFDT Manche
SNCEA CFE-CGC
Union départementale FO
USRAF CGT Normandie

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il est rappelé que l'accord collectif faisant l'objet du présent avenant est un accord autonome de la convention collective du 28 septembre 1970 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, les exploitations de cultures légumières et maraîchères, et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) de la Manche (IDCC 9501).

L'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance a été modifié par un avenant n° 4 en date du 15 septembre 2015. Il a défini un dispositif prévoyance national comprenant des garanties minimales obligatoires et des garanties optionnelles afin de permettre aux partenaires sociaux locaux, quel que soit le niveau de négociation territoriale, de renégocier leur accord en adaptant leurs garanties aux options déterminées nationalement.

L'avenant n° 4 à l'accord national précise que ces options ne sauraient ouvrir un droit à adhésion facultative aux salariés, mais permettent aux partenaires sociaux locaux de constituer un système de garanties collectives obligatoires supérieur au socle minimum national. En outre, ces options peuvent également être souscrites par l'exploitation ou l'entreprise agricole.

Par conséquent, les organisations professionnelles et syndicales de salariés ci-dessus désignées décident de réviser l'accord collectif départemental du 28 juillet 2009 afin d'appliquer les disposi-

tions de l'accord national, avec un niveau de garanties supérieur au socle minimum national par la mise en place d'options nationales, dans l'objectif d'une mutualisation nationale.

Article 1^{er}

Le présent avenant constitue un accord de révision au sens des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code de travail. Les dispositions de l'accord collectif départemental du 28 juillet 2009 instituant un régime de prévoyance pour les salariés non cadres relevant des exploitations de « polyculture-élevage » de la Manche sont abrogées et remplacées en totalité par les dispositions suivantes :

« Préambule

Par le présent accord, les organisations professionnelles et syndicales décident d'appliquer les dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, modifié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015, pour la partie des dispositions relatives au dispositif de prévoyance, à l'exclusion des dispositions relatives au dispositif frais de santé. Afin de permettre aux salariés de bénéficier d'un bon niveau de garanties, les partenaires sociaux décident de rendre obligatoire des options définies au niveau national dans les conditions suivantes.

Article 1^{er}

Champ d'application

Article 1.1

Champ d'application professionnel

Le présent accord est applicable à l'ensemble des salariés non cadres et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant les activités suivantes :

- polyculture et élevage ;
- cultures légumières et maraîchères, quelle que soit la forme juridique de ces exploitations ou établissements agricoles ;
- coopératives d'utilisation de matériels agricoles en commun (CUMA) ;
- structures agro-touristiques et activités qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation.

Article 1.2

Champ d'application territorial

Le présent accord régit tous les travaux salariés visés à l'article 1.1, effectués dans des exploitations ou entreprises dont le siège, représenté par les bâtiments d'exploitation principaux, est situé sur le territoire du département de la Manche, même si les terrains de cultures s'étendent sur un département limitrophe.

Article 2

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Article 3

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés non cadres, sans condition d'ancienneté, pour chacune des garanties mises en place, relevant du champ d'application du présent accord, à l'exclusion :

- des cadres ressortissants de la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant d'autres dispositions conventionnelles obligatoires ;
- des salariés "non cadres" définis ci-dessus ressortissant d'un accord collectif d'entreprise plus favorable que le présent accord.

Article 4

Garanties

Les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord bénéficient des garanties relatives au dispositif prévoyance ("socle national minimum obligatoire") prévues par l'accord national du 10 juin 2008 précité.

Le détail de ces garanties figure en annexe 1 du présent accord.

Ils bénéficient également des options nationales du dispositif prévoyance suivantes :

- la majoration du capital décès de 25 % par enfant à charge ;
- les frais d'obsèques en cas de décès du salarié et des ayants droit ;
- la rente éducation pour les enfants à charge en cas de décès du salarié ;
- la mensualisation légale, l'assurance charges sociales correspondante et l'option complément mensualisation améliorée jusqu'à 90 % du salaire brut, toutes indemnités journalières comprises ; ces options sont à la charge exclusive des employeurs ;
- le relais mensualisation à 5 % ;
- la majoration de la rente complémentaire de 10 % en cas d'incapacité permanente professionnelle (IPP) correspondant à un taux égal ou supérieur à 66,66 % ;
- la majoration de la pension d'invalidité de 10 % en cas d'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie.

Le récapitulatif de ces garanties, socle compris, figure en annexe II du présent accord.

Le financement des garanties est assuré par une cotisation dont la répartition figure en annexe III du présent accord, étant précisé que la part de cotisation globale (socle national minimum obligatoire et options) à la charge de l'employeur n'excédera pas 60 %. »

Article 2

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2017.

Article 3

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé conformément aux dispositions légales.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale de la Manche de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Normandie.

Fait à Saint-Lô, le 8 juin 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

		SOCLE NATIONAL MINIMUM OBLIGATOIRE
Décès	Décès (toutes causes et accidentel)	
	Capital décès	100 % du salaire annuel brut TA + TB ⁽¹⁾
Arrêts de travail	Incapacité temporaire de travail (ITT)	
	Prestation	15 % du salaire journalier brut TA + TB (en complément des prestations brutes de la sécurité sociale)
	Franchises	6 mois – 1 an d’ancienneté : – au 61 ^e jour d’absence pour AT / MP ⁽²⁾ (hors accident de trajet) – au 71 ^e jour dans tous les autres cas 1 an d’ancienneté : – en relais de la mensualisation (donc à compter de la fin de la 2 ^e période d’indemnisation due au titre de la mensualisation, c’est-à-dire au 68 ^e jour pour une ancienneté de 1 à 6 ans...) Lors d’un nouvel arrêt, si le salarié a épuisé ses droits au titre de la mensualisation : – dès le 1 ^{er} jour d’absence pour AT / MP (hors accident de trajet) – au 8 ^e jour dans tous les autres cas
	Incapacité permanente professionnelle (IPP)	
	Garantie si taux IPP ≥ à 66,66 %	10 % du salaire mensuel brut TA + TB (en complément des prestations brutes de la sécurité sociale)
	Invalidité (garantie incapacité permanente de travail d’origine privée)	
	2 ^e / 3 ^e catégories de la sécurité sociale	10 % du salaire mensuel brut TA + TB (en complément des prestations brutes de la sécurité sociale)
	(1) La tranche A (TA) est égale à la rémunération brute soumise à cotisation limitée au plafond de la sécurité sociale. Ce plafond est de 3 170 € pour 2015 (Il est revalorisé chaque année). La tranche B (TB) est égale au salaire brut soumis à cotisation, déduction faite de la tranche A, et limitée à 3 plafonds de la sécurité sociale. (2) Accident du travail (AT) et maladie professionnelle (MP).	

ANNEXE II

OPTIONS NATIONALES DU DISPOSITIF PRÉVOYANCE OBLIGATOIRES SANS ANCIENNETÉ			
Frais d'obsèques (décès OD et AD) 100 % du PMSS	Relais mensualisation ITT (**) + 5 % du SJB		
Rente d'éducation 3 % / 4,5 % / 6 % du PASS	Complément mensualisation + 23,40 % du SJB (niveau 90 %)		
Décès majoration enfant + 25 % du SAB	Mensualisation légale (*) (y compris assurances des charges sociales)	IPP ≥ 2/3 + 10 % du SMB	Invalidité 2 ^e et 3 ^e catégories + 10 % du SMB
Socle national minimum obligatoire sans ancienneté			
Décès (toutes causes et IAD) 100 % SAB	Incapacité temporaire (ITT) 15 % du SJB	Incapacité permanente professionnelle (IPP ≥ 2/3) 10 % du SMB	Invalidité 2 ^e et 3 ^e catégories de la sécurité sociale 10 % du SMB
<p>SAB : salaire annuel brut de référence.</p> <p>SMB : salaire mensuel brut de référence.</p> <p>SJB : salaire journalier brut de référence.</p> <p>ITT : incapacité temporaire de travail.</p> <p>IPP : incapacité permanente professionnelle.</p> <p>PASS / PMSS : plafond annuel / mensuel de la sécurité sociale.</p> <p>OD : ouvrant droit.</p> <p>AD : ayant droit.</p> <p>IAD : invalidité absolue et définitive.</p> <p>Mensualisation : maintien de salaire financé à 100 % par l'employeur.</p> <p>(*) Le « complément mensualisation » vient compléter la deuxième période d'indemnisation à 66,66 % de la mensualisation.</p> <p>(**) L'ITT à + 5 % est une ITT qui intervient en relais des obligations de mensualisation, donc à compter de l'expiration de la totalité des durées d'indemnisation dues au titre de la mensualisation.</p>			

ANNEXE III

FINANCEMENT DES GARANTIES	PRISE EN CHARGE ACCORD national avec options		
	Part patronale	Part salariale	
Décès			
Socle – capital décès 100 % du salaire annuel brut	100 %		
Option – frais d’obsèques en cas de décès du salarié, du conjoint et de l’enfant à charge	100 %		
Option – majoration enfant 25 %	100 %		
Option – rente d’éducation par enfant à charge – 3 % / 4,5 % / 6 % du PASS		100 %	
Incapacité temporaire			
Socle – relais mensualisation 15 %	11,3 %	88,7 %	
Option – mensualisation	100 %		(2)
Option – assurance charges sociales	100 %		(2)
Option – complément mensualisation	100 %		(2)
Option – relais mensualisation 5 %		100 %	
Invalidité toutes origines			
Socle – invalidité 2 ^e et 3 ^e catégories indemnisation à 10 %		100 %	(1)
Socle – incapacité permanente prof sup à 2/3 indemnisation à 10 %	100 %		
Option – invalidité 2 ^e et 3 ^e catégories indemnisation + 10 %		100 %	
Option – incapacité permanente prof sup à 2/3 indemnisation + 10 %		100 %	
(1) A la charge exclusive du salarié.			
(2) A la charge exclusive de l’employeur.			